

**Nations unies - Trafic de drogues en
Afrique de l'Ouest - Intervention de
la représentante permanente
adjointe de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité -
(New York, 19 décembre 2018)**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de remercier chaleureusement M. Fedotov pour son exposé très instructif sur le trafic de drogues en Afrique de l'Ouest et sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). Je souhaite également, à travers vous Monsieur le Président, remercier la Côte d'Ivoire d'avoir placé ce sujet à l'agenda du Conseil : la France estime comme vous qu'il s'agit d'un sujet particulièrement important et se réjouit de l'opportunité que nous avons d'échanger aujourd'hui à ce propos.

1/- Je commencerai par quelques remarques sur les entraves et le péril que la production, le trafic et la consommation de drogue représentent pour la sécurité et les perspectives de développement de la région.

Comme M. Fedotov l'a souligné, l'Afrique de l'Ouest fait face à de multiples menaces liées à la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes et est affectée par le problème de la drogue de plusieurs façons. La région est dans une zone importante de transit pour les trafics de cocaïne, d'héroïne et de drogues de synthèse, mais aussi une zone de production de cannabis et de drogues de synthèse. La consommation de drogues y est également de plus en plus importante. Le problème de la drogue, avec ses conséquences sécuritaires, économiques, sociales et sanitaires, aggrave ainsi les faiblesses structurelles de la région et compromet gravement son développement.

Le trafic de drogues a également un impact négatif sur les dynamiques politiques dans la région. Au Nord Mali, pour ne prendre que cet exemple, une part significative des groupes armés dépend financièrement et logistiquement des flux générés par l'économie illégale et les trafics de drogue. Cette situation détourne certains acteurs clés de la mise en oeuvre de l'accord de paix, en générant des violences et en constituant un frein et une entrave à la conduite du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). La corruption généralisée liée au trafic de drogues mine également la confiance des populations dans l'Etat de droit, particulièrement dans la justice et peut favoriser un réflexe de protection communautaire, voire l'adhésion aux groupes terroristes.

Enfin, dans une région marquée à la fois par l'importance des trafics et la présence de plusieurs organisations terroristes, la question du lien entre le crime organisé et le financement du terrorisme se pose. S'il est avéré que des collusions existent entre trafiquants et combattants

terroristes, il s'agit davantage de relations opportunistes (c'est-à-dire de relations de protection contre paiement) que d'une coopération systématique. Le produit des trafics ne semble pas être la principale source de financement du terrorisme, mais peut y contribuer directement ou indirectement.

2/- Dans ce contexte, et ce sera ma deuxième observation, nous devons réfléchir ensemble aux réponses à apporter, à niveau national, régional et international.

Au plan national d'abord, il est très important que les Etats d'Afrique de l'Ouest fassent de la lutte contre les stupéfiants une véritable priorité politique et promeuvent une approche équilibrée qui agisse à la fois pour lutter contre l'offre de drogue et pour diminuer la demande par des mesures de prévention, de soins, d'accompagnement des usagers et de réduction des risques. Il est essentiel que les Etats de la région renforcent les capacités des institutions concernées, avec le soutien des bailleurs et des acteurs internationaux. Ces actions doivent notamment viser à renforcer l'ensemble de la chaîne pénale, en particulier le système judiciaire ou les mécanismes de saisie des avoirs, mais également prendre en compte la dimension préventive et socio-sanitaire. La prise en charge des personnes dépendantes, encore trop peu développée, doivent constituer un axe d'action prioritaire. La France a ainsi pleinement soutenu la création à Dakar en 2014 du premier centre spécialisé pour les usagers de drogue en Afrique de l'Ouest, le CEPIAD, et appuie actuellement la création d'un centre similaire en Côte d'Ivoire. Ces efforts doivent être encouragés et soutenus dans les autres pays de la région.

A l'échelle régionale ensuite, il est essentiel de renforcer la coopération afin de lutter efficacement contre les trafics et la corruption. La réponse doit reposer sur une action commune sur les volets sécuritaire et du développement. C'est tout le sens de l'approche déployée par les pays du G5 Sahel, dans le cadre de la force conjointe et du programme d'investissement prioritaire. La France soutient pleinement ces efforts, en lien avec ses partenaires. A titre d'exemple, l'Alliance Sahel, en finançant des projets de développement à impact rapide dans les zones vulnérables, contribue à offrir un horizon économique viable aux populations locales et à éviter leur récupération par les réseaux de l'économie illégale.

Les défis sont nombreux, mais les Etats de la région ne sont pas seuls pour y faire face. En effet, les organisations internationales, et les Nations unies en particulier, ont également un rôle important à jouer face au problème des drogues. Premièrement, elles ont tout d'abord la responsabilité de prendre en compte toute la dimension du problème dans la recherche de solutions politiques durables aux conflits. Ainsi, pour continuer avec l'exemple du Mali, que j'évoquais un peu plus tôt, la lutte contre le trafic de drogues dans la région est également un moyen de soutenir la mise en oeuvre de l'accord de paix. Les sanctions sont à cet égard l'un des outils dont nous disposons pour agir, puisque la participation à des activités de trafic fait partie des critères de désignation mis en place dans le cadre du régime de sanctions concernant le Mali. Nous devons les mettre pleinement à profit. Deuxièmement, les Nations unies doivent soutenir les Etats d'Afrique de l'Ouest qui en font la demande en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités. Je tiens ici à saluer le travail très utile effectué par l'ONUSD dans ce domaine, et en particulier par son bureau régional basé à Dakar. Enfin, les Nations unies sont également le garant d'une approche globale et équilibrée qui permette non seulement à l'Afrique de l'Ouest mais aussi aux autres régions affectées d'agir ensemble pour répondre au problème des drogues, selon le principe de responsabilité commune et partagée. A cet égard, le document final agréé lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de 2016 sur le problème mondial des drogues reste notre feuille de route commune. Le débat

ministériel de la Commission des stupéfiants qui se tiendra en mars prochain à Vienne sera une nouvelle occasion de réaffirmer notre engagement commun pour lutter contre le problème des drogues, en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Je vous remercie./.